

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION ORDINAIRE 2022-2023

5 SESSION DE LA XI LÉGISLATURE



 **FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES

 **PARLEMENT**  
DE WALLONIE 

★ ABONNÉS

## Fatima Ahallouch dresse le bilan de son année et se projette : « Je me sens prête à mener la liste PS aux prochaines élections régionales »

Avant de s'octroyer un peu de vacances, la députée Fatima Ahallouch se penche sur l'année écoulée et sur sa nouvelle vie de femme politique à temps plein. Rencontre.



La députée devrait être N°1 pour le PS en Wapi. - V.H.

Il y a encore quatre ans, Fatima Ahallouch était encore professeure et conseillère communale à Mouscron. Tout a changé en 2019 lorsqu'elle a été élue députée régionale au parlement wallon. De par le fonctionnement de nos institutions, elle est aussi automatiquement devenue députée à la Fédération Wallonie-Bruxelles et sénatrice désignée au Fédéral, tout en poursuivant son rôle de conseillère communale dans la cité des Hurlus.

Parfois, les gens pensent que j'ai autant de salaires que de mandats mais ce n'est pas le cas. Je suis rémunérée en tant que députée wallonne et pour le reste, ce sont des frais de déplacements et des jetons de présence. » . .

### Au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on connaît votre investissement pour les questions liées à l'Éducation. Quels sont les grands chantiers ?

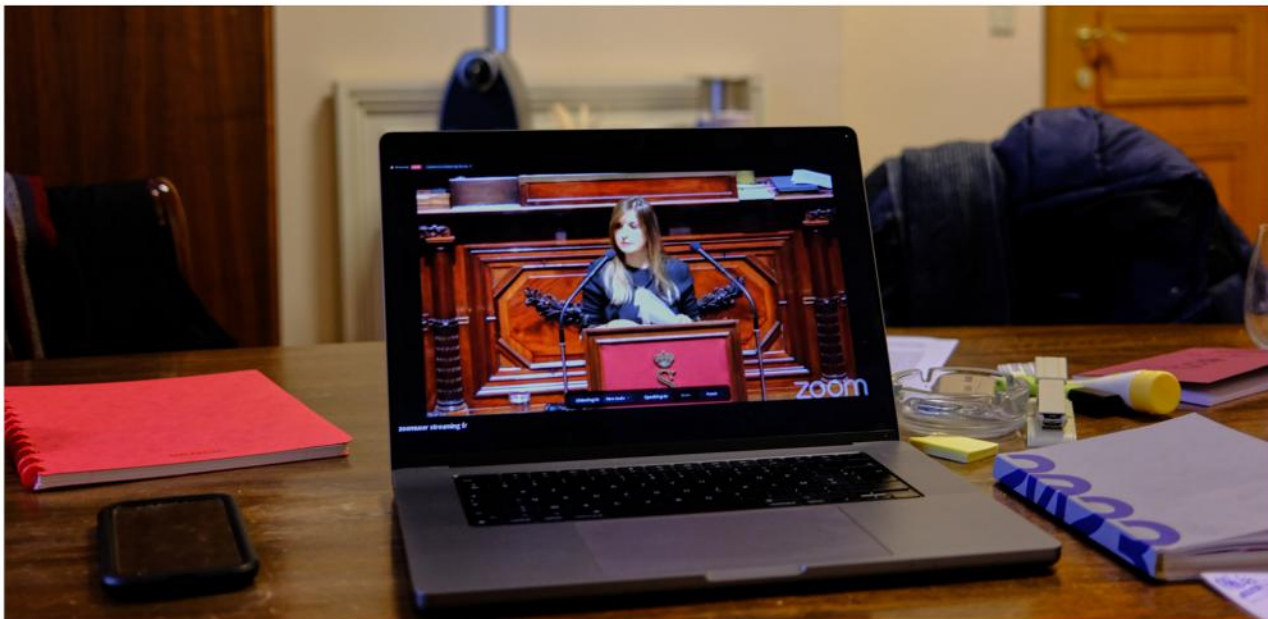
Le développement des pôles territoriaux est pour moi une grande avancée pour aider les écoles à mieux encadrer les élèves à besoins spécifiques. L'objectif est de faire évoluer notre système éducatif pour permettre à chacun d'y trouver sa place, malgré des difficultés d'apprentissage ou des problèmes de santé. On n'y est pas encore mais on avance. Je regrette que l'on se heurte parfois au cloisonnement des réseaux, communal ou libre. L'immersion linguistique fait aussi l'objet d'une grande réflexion en profondeur. Enfin, je me bats aussi pour arriver à la gratuité des repas scolaires. Au niveau de l'enseignement supérieur, je me réjouis de l'existence d'une déclaration d'intention pour harmoniser la répartition des établissements sur le territoire.

### À ce sujet, on a parfois l'impression que de Namur, la Wallonie Picarde, et Mouscron en particulier, est souvent vue comme le Far-west. Une fausse impression ?

Pas du tout. Il y a enfin une déclaration d'intention pour mieux répartir les Hautes-écoles sur le territoire et je m'en réjouis. J'ai trouvé vraiment dommage que la Haute-école provinciale avait quitté Mouscron pour Tournai. Dans mon cas personnel, s'il n'y avait pas eu d'école à Mouscron, jamais je n'aurais fait d'études supérieures. C'était impensable pour mes parents que j'aille à Bruxelles ou ailleurs. Mouscron est une ville de 60.000 habitants et doit être considérée comme une place forte de la Wallonie.

Le sénat, où vous siégez, est parfois décrit comme la couche institutionnelle de trop dans le paysage politique belge. Comment le vivez-vous de l'intérieur ?

Nous abordons, il est vrai, principalement des matières liées à la constitution et cela peut paraître obscur mais nous avons une vraie force de proposition sur des sujets très concrets. J'y ai vécu une grande déception politique cette année au sujet des violences gynécologiques et obstétricales. Au départ d'une proposition d'Ecolo, j'ai personnellement travaillé deux ans sur le dossier. Nous avons permis d'enfin oser aborder le sujet, de sortir des tabous, et de définir un véritable statut de victime pour ces femmes qui sont très mal à l'aise avec certaines pratiques non consenties lors de visites ou d'accouchements. Il y avait unanimité sur le texte puis, à l'approche du vote, le CD&V a reçu un courrier de l'association des gynécologues flamands et a fait marche arrière. Le MR a aussi freiné et le vote a capoté. Une forme de lobbying qui est très inquiétante.



**Forte de ces quatre années d'expérience et en tant que députée sortante, la place de tête de liste PS devrait vous revenir aux élections régionales de 2024. Prête à relever le défi ?**

En 2019, j'occupais la seconde place sur la liste derrière Rudy Demotte. Sa retraite annoncée est une grande perte pour la région et pour le parti. Je pense effectivement avoir acquis une certaine légitimité à Mouscron et aussi en Wallonie Picarde, qui est un territoire sur lequel je m'investis beaucoup. Mon travail semble être apprécié et si les militants me soutiennent, je suis prête à assumer la responsabilité de tête de liste. Je n'oublie évidemment pas Mouscron, où Les Engagés semblent un peu arriver en bout de course. .



**"Jeune, j'étais persuadée que j'allais travailler à l'usine" (Fatima Ahallouch)**



En colère, la mouscronnoise Fatima Ahallouch estime que sa ville est abandonnée et ses jeunes délaissés.  
©Siska Vandecasteele



## **a Mouscron: bilan de Fatima Ahallouch, députée, sénatrice et conseillère a la foi**

Comme d'autres qui le proposent ponctuellement, c'est au tour de la socialiste hurlue Fatima Ahallouch de tirer un bilan de son engagement politique.



Thomas Turillon | Journaliste



Publié le 14-08-2023 à 06h02 - Mis à jour le 14-08-2023 à 09h05

Enregistrer



**Depuis 2019, la socialiste Fatima Ahallouch est députée régionale et à la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que sénatrice. L'occasion de tirer un bilan au cours de ses vacances politiques.**

**L'élue dit ne pas s'éparpiller par cette lasagne de fonctions "qui n'additionne pas des salaires", les cumuler permet au contraire d'avoir une vue d'ensemble de l'intérieur: "Ça a du sens d'être impliquée en local, en régional et même au fédéral. On est un pays tellement éclaté au niveau des compétences..."**

### **Satisfactions et désillusions**

Au fédéral, le travail n'a pas manqué dans la commission "Éducation", notamment dans "la lutte contre la pénurie d'enseignants". De même que pour "les questions environnementales et énergie, et j'interviens le plus souvent pour le logement, la petite enfance et la santé". En matière de "Pôle territorial", elle a pu faire un pont avec sa ville: "On en a un à Mouscron rattaché au Tremplin, permettant de construire quelque chose de nouveau avec une équipe pluridisciplinaire. Je les ai suivis toute cette année, c'est un travail superintéressant. On n'est plus dans le contexte de profs esseulés et j'ai pu faire remonter au parlement des difficultés constatées ici. J'adore cette imbrication. Je n'aime pas la monotonie et je suis donc servie!"

Elle souligne aussi son investissement dans des mesures phare à la Wallonie et à la fédération, songeant à la gratuité des repas scolaires, "en l'élargissant à tous, en augmentant la subvention et en ajoutant une intervention de 40€/an" ou encore à une offre d'enseignement supérieur équilibrée après avoir vu le désastre dans sa propre ville, avec des classes fantomatiques à la place de la Justice... " Fermer cette Haute école à Mouscron, nous retirer cette offre, a été terrible et ce fut d'ailleurs ma première question parlementaire. La distance peut être un problème et certains ne peuvent pas faire d'études supérieures si l'offre n'est pas près de chez eux. Ce fut mon cas. Cette situation se répand ailleurs et on a donc été quelques parlementaires à y travailler, donnant comme signal qu'il faut amener une offre équilibrée". L'école inclut aussi la lutte contre le harcèlement scolaire en FWB par le biais d'un plan: "Chacun fait ce qu'il pense être bien mais c'est un peu artisanal, glisse-t-elle. À la rentrée, on va commencer par 200 écoles pour l'étendre ensuite, pour objectiver ça par un observatoire, avec des opérateurs agréés pour accompagner ces écoles. Ce sera du boulot mais avec un minimum d'éléments à mettre en place".

Elle a aussi travaillé sur l'énergie en Wallonie, notamment par le financement de 800 logements engagés dans la haute performance environnementale. L'envie de simplifier les démarches des primes et leur montant est aussi sur la table.



**Au sénat, "j'aime beaucoup travailler des thématiques sur le fond, d'autant qu'il y a moins ce côté majorité contre opposition" . Elle songe à une proposition du MR: "Ils ont voulu baisser l'âge de l'obligation scolaire à 3 ans. On n'avait pas d'avis et mener des entretiens avec des experts en a confirmé l'intérêt. Ceux qui étaient contre le justifiaient simplement par la peur qu'on s'occupe mal de leur enfant car "Il est tout petit". Or, on acquit notamment beaucoup plus de vocabulaire dès qu'on intègre un groupe" .**



Au fédéral, le travail n'a pas manqué dans la commission "Éducation", notamment dans "la lutte contre la pénurie d'enseignants" . De même que pour "les questions environnementales et énergie, et j'interviens le plus souvent pour le logement, la petite enfance et la santé" . En matière de "Pôle territorial", elle a pu faire le lien avec se qui se passait dans sa commune: "On en a un à Mouscron rattaché au Tremplin, permettant de construire quelque chose de nouveau avec une équipe pluridisciplinaire.

Je les ai rencontré en début et en fin d'année tout en restant attentives à ces questions tout au long de l'année, c'est un travail super intéressant. On n'est plus dans le contexte de profs esseulés et j'ai pu faire remonter au parlement des difficultés constatées ici. J'adore cette imbrication. Je n'aime pas la monotonie et je suis donc servie!"

Elle souligne aussi son soutien des mesures phares à la Wallonie et à la fédération, songeant à la gratuité des repas scolaires, "en l'élargissant à tous, en augmentant la subvention et en ajoutant une intervention de 40€/an" ou encore à une offre d'enseignement supérieur équilibrée après avoir vu le désastre dans sa propre ville, avec la fermeture de cette haute école.

Fermer cette Haute école à Mouscron, nous retirer cette offre, a été terrible et ce fut d'ailleurs ma première question parlementaire. La distance peut être un problème et certains ne peuvent pas faire d'études supérieures si l'offre n'est pas près de chez eux. Ce fut mon cas. Cette situation se répand ailleurs et on a donc été quelques parlementaires à y travailler, donnant comme signal qu'il faut amener une offre équilibrée" .

L'école inclut aussi la lutte contre le harcèlement scolaire en FWB par le biais d'un plan: "Chacun fait ce qu'il pense être bien mais c'est un peu artisanal, glisse-t-elle. À la rentrée, on va commencer par 200 écoles pour l'étendre ensuite, pour objectiver ça par un observatoire, avec des opérateurs agréés pour accompagner ces écoles. Ce sera du boulot mais avec un minimum d'éléments à mettre en place" .

Elle a aussi travaillé sur l'énergie en Wallonie, notamment par le financement de 800 logements engagés dans la haute performance environnementale. L'envie de simplifier les démarches des primes et leur montant est aussi sur la table.

## À la tête des futures régionales



PECQ



MOUSCRON



ESTAIMPUIS



TOURNAI



LESSINES



ANTOING



LEUZE



ELLEZELLES



HERSEAUX



ATH



ORMEIGNIES



MONT-SAINT-AUBERT



BERNISSART



ENGHIEN



CHIÈVRES

Députée sortante, on sait qu'elle sera tête de liste aux régionales du 9 juin 2024, succédant à Rudy Demotte. "Tournai et Mouscron sont deux pôles importants, c'est un paysage à analyser dans son ensemble. Mouscron, avec ses 60 000 habitants, pèse sur une fédération comme la nôtre. J'étais à la 2e place effective, c'est une place importante, occupée dans un souci d'équité, c'était miser sur la jeunesse et je ne pense pas avoir démerité. Ni au conseil communal où j'ai été présente à 100% en tant que cheffe de groupe, ni au sénat où j'ai été la plus présente, ni à la région et à la fédération où mon travail est également reconnu."

Il est toujours intéressant d'associer des perspectives à un bilan et c'est forcément celles des communales d'octobre 2024 qui vous intéresse/concerne le plus...

Longtemps dans la majorité hurlue, cela fait déjà plus d'une décennie déjà que les socialistes ont basculé dans l'opposition, en l'ayant un peu cherché, par des clans et autres tensions exacerbées que le temps n'a pas effacé des mémoires.

À un peu plus d'un an du scrutin local, Mme Ahallouch confie sa vision à propos des Engagés à la barre, disant sentir qu'ils n'ont "plus du tout le même impact", soulignant "les déceptions" que l'ex-cdH suscite, rappelant aussi "leurs tensions internes mises au grand jour". L'élue parle d'eux au passé: "Ça a été un parti très fort [...] mais il s'essouffle partout, avec un risque de disparition. À Mouscron, il y a bien un héritage historique mais je ne suis pas certaine que toutes les conditions soient encore réunies pour ces prochaines élections", se basant sur "le signal assez fort ressenti lorsqu'on est au contact de la population", concluant par "Les Engagés encore en majorité absolue? On peut raisonnablement se dire que c'est quelque chose qui appartient au passé". Elle rajoute plus tard: "Je sais faire la part des choses. Être dans l'opposition, c'est y émettre des réserves mais c'est aussi travailler et défendre l'intérêt des Mouscronnois. Peu importe la couleur politique: si cela a du sens, on y va!"

La question à se poser dans les rangs du PS n'est-elle pas: "Le PTB à la gauche de la gauche ne viendra-t-il pas siphonner leurs voix?"

L'élue assure que ce parti ne fait "pas peur" car "notre empreinte est bien marquée à gauche"

# PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



## **A. PARLEMENT DE WALLONIE**

### **1. QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT**



## à Willy BORSUS

Vice-Président de la Wallonie, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de compétence

Questions au Ministre Willy Borsus - Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur

- Quelle est aujourd'hui la nature des partenariats entre la Wallonie et l'Arabie saoudite ?
- Quels sont les principaux secteurs d'activité de partenariat ?
- Quel est le regard de Monsieur le Ministre sur ce dispositif de sensibilisation ?
- Une généralisation est-elle possible ?
- Comment la Région pourrait intervenir en ce sens ?

**Quelle est aujourd'hui la nature des partenariats entre la Wallonie et l'Arabie saoudite ?**

Actuellement, il n'y a pas d'accord bilatéral spécifique entre la Wallonie et l'Arabie saoudite. Les partenariats se concentrent sur le soutien à la prospection commerciale des entreprises wallonnes.

**Quels sont les principaux secteurs d'activité de partenariat ?**

Les principaux secteurs d'activité de partenariat lors de la dernière mission économique étaient le sport et le divertissement, la construction, l'énergie et la santé.



### Agriculture

- 05-10-2022 La détresse des fruiticulteurs face à la crise énergétique
- 06-03-2023 Le dispositif CSA, l'agriculture soutenue par la communauté
- 19-05-2023 Le cadastre actualisé reprenant l'ensemble des données agricoles
- 30/08/2023 Le développement du smart farming

### Aménagement du territoire

- 18-01-2023 L'opposition du collège de Frasnes-Lez-Anvaing au projet souterrain de ligne à haute tension entre Ruien et Chièvres
- 03-03-2023 La prise en compte de la question du genre dans l'aménagement du territoire
- 08-03-2023 Le refus du Ministre d'installer des terrains de padel au sein des zones d'activité économique
- 10-03-2023 L'installation de terrains de padels dans les zones d'activité économique
- 15-03-2023 Les dispositifs réglementaires relatifs à l'emplacement des distributeurs de billet
- 18-04-2023 La politique wallonne en matière de reconversion des friches industrielles
- 13-06-2023 Le refus de permis de travaux pour la rue Saint-Martin à Tournai

### Commerce extérieur

- 07-04-2023 La mission économique de l'Awex en Arabie Saoudite

### Economie

- 07-02-2023 Le nombre de commerces vides en Wallonie
- 14-02-2023 Le baromètre de maturité numérique des entreprises wallonnes
- 07-04-2023 La situation de Delhaize
- 07-04-2023 La situation d'Avery Dennison
- 19-05-2023 Le baromètre annuel du cabinet Ernst and Young

### Technologies nouvelles

- 07-04-2023 L'avis commun d'UNIA et du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale relatif à l'impact de la digitalisation des services





## À ELIO DI RUPO

Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière.

- 16-01-2023 La confirmation de la condamnation d'Olivier Vandecasteele par le régime iranien.
- 19-04-2023 L'introduction par la Belgique d'une demande de transfèrement auprès de la république d'Iran concernant Olivier Vandecasteele.
- 19-04-2023 L'introduction par la Belgique d'une demande de transfèrement auprès de la république d'Iran concernant Olivier Vandecasteele.



**LUNDI 16.01.23** 14H00  
PARLEMENT DE WALLONIE

**Commission des affaires générales et des relations internationales**

**Question orale au Ministre Elio DI RUPO**

"Maintenant que la condamnation est officiellement tombée, et en fonction des contacts que vous entretenez avec vos homologues du Fédéral, existe-t-il encore des possibilités pour faire évoluer ce dossier ?"

**#freeoliviervandecasteele** à suivre en direct



 **FATIMA AHALLOUCH**  
Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice

[www.fatimaahallouch.be](http://www.fatimaahallouch.be) PARLEMENT DE WALLONIE  FatimaAhallouchPS

**Cet après-midi au Parlement de Wallonie, en commission des affaires générales et des relations internationales, j'interpellerai le Ministre Elio Di Rupo pour faire le point sur le dossier Olivier VANDECASTEELE.**



Rencontre d'Olivier Vandecasteele lors d'une manifestation d'Amnesty International à Mouscron - Août 2023

# Free Olivier Vandecasteele, un combat !



La détention arbitraire d'Olivier Vandecasteele en Iran m'a particulièrement touchée en tant que Sénatrice originaire de la même région. J'ai donc décidé de me battre activement pour obtenir sa libération.

Dès décembre 2022, j'ai interrogé le gouvernement pour connaître les actions entreprises et demander de tout mettre en œuvre pour le rapatrier. En janvier 2023, j'ai relayé publiquement l'appel du comité de soutien à agir rapidement. **VIDEO**

Le 19 avril, j'ai reposé une question d'actualité insistant sur l'urgence humanitaire de la situation, 300 jours après l'incarcération d'Olivier Vandecasteele.

Mon objectif était de faire résonner au plus haut niveau la voix de ses proches qui se battaient au quotidien. Je voulais m'assurer que les parlements dans lesquels je siége usent de tous les leviers possibles pour sa libération.

Le 26 mai 2023, après 16 mois de mobilisation, Olivier Vandecasteele a enfin pu rentrer en Belgique. Cette libération a mis fin à une terrible épreuve. Même si elle n'est pas le fruit direct de mon action, je suis fière d'avoir participé à ce combat qui me tenait à cœur.

- Olivier Vandecasteele, travailleur humanitaire belge, a été détenu arbitrairement pendant 455 jours en Iran.
- Il a été arrêté le 24 février 2022 et condamné en octobre 2022 à 28 ans de prison ainsi qu'à 74 coups de fouet.
- Sa détention était considérée comme "politique" par la Belgique. Le pays a multiplié les démarches diplomatiques pour obtenir sa libération.
- Le 26 mai 2023, Olivier Vandecasteele a enfin été libéré par les autorités iraniennes et a pu rentrer en Belgique.
- Son retour a été accueilli avec soulagement et émotion par ses proches et les autorités belges. Une grande bache à son effigie avait été suspendue à Tournai pendant sa détention.
- Le 28 juin 2023, un mois après son retour, Olivier Vandecasteele est apparu publiquement à Tournai où il a symboliquement décroché cette bache sous les applaudissements.



**À CHRISTOPHE COLLIGNON**  
Ministre du Logement, des Pouvoirs  
locaux et de la Ville

## Logement

- 11-12-2022-L'allocation loyer et les locataires des agences immobilières sociales (AIS) ou les associations de promotion du logement (APL)
- 07-03-2023 L'offre existante de logement adaptés
- 17-03-2023 La promotion de l'utilisation de la grille des loyers

## Pouvoirs locaux

- 15-03-2023 La mise en œuvre des plans de cohésion sociale

**Question à Christophe Collignon**  
Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

*Mise en œuvre des plans de cohésion sociale*

1. Quel est le rôle de la Région dans le suivi et la mise en œuvre de ces plans ?
2. Une évaluation du dispositif au niveau wallon existe-t-elle ?
3. Quel rôle les CPAS jouent-ils dans la mise en œuvre de ces actions ? Qu'en est-il des associations ?
4. Quel usage est fait au niveau wallon des évaluations des plans de cohésion sociale des communes ?



FATIMA AHALLOUCH  
Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice

www.fatimahalouch.be



La mise en œuvre des plans de cohésion sociale en Wallonie est un enjeu crucial pour favoriser l'accès aux droits fondamentaux et réduire les inégalités.

Dans le cadre de la programmation 2020-2025, 195 plans ont été établis parmi les 204 communes de la région. La Direction de la Cohésion sociale du SPW Intérieur et Action sociale accompagne ces plans en conseillant les pouvoirs locaux dans leur mise en œuvre et en veillant à la pertinence des actions proposées.

Les pouvoirs locaux réalisent une évaluation de leur plan chaque année, en recueillant les retours des publics cibles et en identifiant les bénéficiaires et les difficultés rencontrées. La DiCS analyse ces rapports et produit un rapport global d'évaluation transmis au Gouvernement wallon.

Les partenariats locaux sont essentiels dans la réalisation des plans, avec 797 partenaires locaux impliqués activement, dont les CPAS qui jouent un rôle central. 27 plans sont même délégués aux CPAS pour la réception de la subvention et la mise en œuvre du plan.

L'évaluation de la programmation actuelle sera réalisée en 2024, avec un rapport final transmis au Gouvernement d'ici le 30 juin 2025. Les recommandations issues des évaluations précédentes ont été prises en compte pour les nouvelles programmations.



## À VALÉRIE DE BUE

Ministre de la Fonction publique,  
du Tourisme, du Patrimoine et de la  
Sécurité routière.



### **Allocations familiales**

- 23-11-2022 La soutenabilité du budget relatif aux prestations familiales
- 20-12-2022 Le paiement des prestations familiales aux enfants autistes et les recours possibles
- 19-09-2022 L'octroi des suppléments pour enfants ayant un handicap dans les prestations familiales

### **Fonction publique**

- 15-03-2023 Le droit à la déconnexion des fonctionnaires dans les Administrations wallonnes
- 03-04-2023 Les conséquences d'une dématérialisation accrue des procédures administratives sur l'accès aux services publics de base

### **Patrimoine**

- 23-03-2023 La préservations des anciennes cellules nazies à l'athénée royal Robert Campin de Tournai
- 21/08/2023 L'église de la Madeleine de Tournai
- 21/08/2023 L'inventaire du patrimoine remarquable funéraire
- 21/08/2023 La sauvegarde de l'église d'Aubechies
- 19-09-2022 Les difficultés au sein de l'Agence wallonne du Patrimoine
- 16-01-2023 La rénovation énergétique des bâtiments classés ou inventoriés
- 03-04-2023 L'avenir de l'église de la Madeleine à Tournai

### **Petite enfance**

- 21-12-2022 Le résultat de l'appel à projets pour la création de nouvelles places dans la petite enfance
- 12-06-2023 Les craintes de la Ligue des familles concernant le nombre de places ouvertes dans les crèches

### **Sécurité routière**

- 19-09-2022 Les 5 mesures proposées par l'Institut VIAS pour diminuer le nombre d'accidents sur les routes
- 19-09-2022 La sensibilisation des jeunes usagers de mobilité douce
- 23-11-2022 Les bornes éthylotests
- 20-12-2022 L'évolution technologique, légale et économique de l'eCall"
- 15-02-2023 Les mesures de prévention à l'attention des jeunes qui conduisent sous l'influence de drogues
- 06-03-2023 Les accidents dans les zones de travaux en agglomération
- 15-03-2023 Le déploiement des "lidars" en Wallonie
- 04-04-2023 Les accidents de moto en Wallonie
- 04-04-2023 L'utilisation du GSM au volant
- 18-04-2023 Les politiques de prévention en matière de sécurité routière
- 30-05-2023 La fin de la tolérance routière sur les routes en Wallonie
- 21-06-2023 Les chiffres retraçant les infractions au contrôle technique
- 21-06-2023 Hausse des chiffres en matière d'infraction routière

### **Tourisme**

- 19-09-2022 Les routes Eurovelos vecteur touristiques vers la Wallonie

## Quels retours de terrain avez-vous sur la situation des fermetures des places d'accueil en Wallonie ?

La ministre De Bue ne dispose pas de données précises sur le nombre de places fermées ces trois dernières années, car cette information relève de la compétence de la ministre Linard de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutefois, elle reconnaît le constat de la perte de places d'accueil pour la petite enfance.

## Quels sont les chiffres pour la Région wallonne ?

La ministre ne peut pas confirmer les chiffres exacts concernant les fermetures de places d'accueil en Wallonie, car cela ne relève pas de son département. Cependant, elle mentionne une estimation de la FeMAPF selon laquelle plus de 2 000 enfants ont perdu leurs places en crèche depuis 2020.

**LUNDI.12.06.23**  
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

QUESTION D'ACTUALITÉ  
**LES INQUIÉTUDES DE LA LIGUE DES FAMILLES SUR LES FERMETURES DE PLACES D'ACCUEIL EN CRÈCHES : FATIMA AHALLOUCH INTERROGE LA MINISTRE VALÉRIE DE BUE**

**FATIMA AHALLOUCH**  
Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice

www.fatimahalouch.be

FatimahalouchPS

PARLEMENT DE WALLONIE

## Quel contact entretenez-vous avec la ministre Linard pour remédier à cette situation ?

La ministre De Bue souligne que la gestion des autorisations d'ouverture de crèches relève de la compétence de la ministre Linard.

## Une remise en question du nombre de places qui doivent être créées est-elle envisagée ?

La ministre mentionne le plan Équilibre qui vise à créer un minimum de 3 143 places d'accueil en Wallonie. Elle reconnaît que cet objectif est en deçà des besoins réels sur le terrain. Cependant, elle ne précise pas si une remise en question du nombre de places à créer est envisagée.

**Droit à la déconnexion, quid dans les administrations wallonnes ?**

**FATIMA AHALLOUCH**  
Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice

www.fatimahalouch.be

FatimahalouchPS

PARLEMENT DE WALLONIE

À partir du 1er avril, les entreprises comptant au moins vingt travailleurs devront avoir conclu des accords sur le droit à la déconnexion des salariés, soit le droit à être injoignable en dehors des heures de travail. Cette mesure importante pour favoriser le bien-être au travail et prévenir les risques psychosociaux est mise en place dans un contexte où 55,2% des télétravailleurs gardent les notifications sur leur téléphone professionnel en dehors des heures de travail, selon une étude de Secorex.

Alors, dispose-t-on de statistiques sur le respect du droit à la déconnexion au sein de l'Administration wallonne ? Quelles sont les mesures mises en place pour encourager les administrations à faire respecter ce droit essentiel pour le bien-être des fonctionnaires ? Et quelles sont les sanctions prévues en cas de non-respect des dispositions réglementaires ?



## À PHILIPPE HENRY

Vice-Président et Ministre du  
Climat, de l'Énergie, de la Mobilité  
et des Infrastructures



### Energie et climat

- 14-09-2022 Les labellisations énergétiques différentes selon les régions
- 20-10-2022 La nécessité de revoir et d'indexer les primes "habitation"
- 25-10-2022 Le retrait de la Belgique du Traité sur la Charte de l'Énergie
- 25-10-2022 Le retrait de la Belgique du Traité sur la Charte de l'Énergie
- 06-12-2022 Le statut de client protégé conjoncturel wallon
- 20-12-2022 Le développement de la géothermie en Wallonie
- 21-12-2022 Le statut de client protégé conjoncturel en Wallonie
- 13-01-2023 Le statut de client protégé conjoncturel en Wallonie
- 15-03-2023 Le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques
- 18-04-2023 La souveraineté énergétique de la Wallonie
- 29/08/2023 Les catastrophes naturelles liées au dérèglement climatique
- 31/08/2023 La méthodologie tarifaire 2025-2029
- 31/08/2023 Le projet de décret Neutralité carbone
- 05-12-2022 La nécessité de revoir et d'indexer les primes "habitation"
- 30-01-2023 Le statut de client protégé conjoncturel wallon

### Infrastructures

- 12-09--2022 L'état de la RN 60 à Leuze-en-Hainaut
- 28-09-2022 L'empreinte sonore de nos routes et autoroutes
- 24-10-2022 Les ports autonomes wallons
- 24-11-2022 L'état de la RN515 à Comines-Warneton
- 19-12-2022 La construction de murs anti-bruit sur la E42 à hauteur de Rumillies
- 20-01-2023 L'état de la RN58 à Mouscron
- 29-03-2023 La coordination des chantiers en Wallonie entre Mouscron et Tournai
- 31/08/2023 Le décrochage des installations photovoltaïques
- 30-01-2023 L'état de l'autoroute A8 entre Frasnes et Tournai
- 06-03-2023 Le contournement de Lessines
- 17-04-2023 La priorisation des chantiers autoroutiers
- 

### Mobilité

- 28-09-2022 La pénurie de chauffeurs dans le transport scolaire
- 13-02-2023 le tracé de la nouvelle route d'accès au parc animalier Pairi Daiza
- 26-06-2023 L'interdiction des voitures thermiques à horizon 2035





## À CHRISTIE MORREALE

Vice-Présidente du Gouvernement,  
Ministre de l'Emploi, de la Formation, de  
la Santé, de l'Action sociale et de  
l'Economie sociale, de l'Egalité des  
chances et des Droits des Femmes



### Action sociale

- 15-09-2022 Les difficultés de recrutement de personnel qualifié dans le secteur du grand handicap
- 15-09-2022 Les violences sexuelles à l'égard des personnes âgées
- 20-09-2022 La prise en charge du spectre autistique et le soutien aux familles
- 19-10-2022 L'accueil des victimes de violences intraconjugales et leurs enfants
- 25-10-2022 Les aides afin de soulager plusieurs secteurs face à la hausse des prix de l'énergie
- 23-11-2022 Le délai imposé par l'AVIQ pour le traitement des demandes d'aménagements raisonnables pour enfants avec un handicap
- 19-12-2022 Les demandes recueillies par Esenca auprès des personnes porteuses d'un handicap
- 10-01-2023 L'accueil des migrants en période de grand froid
- 8-02-2023 La refonte des normes au sein des maisons de repos
- 07-03-2023 L'avis d'initiative du CESE sur la stratégie de lutte contre le sans-abrisme
- 28/08/2023 La prise en charge des personnes en cas de fortes chaleurs
- 07-03-2023 L'avis d'initiative du CESE sur la stratégie de lutte contre le sans-abrisme

### Droits des femmes

- 05-12-2022 La place des femmes dans la vie publique

### Egalité des chances

- 27-01-2023 L'utilisation de curriculum vitae anonymisés par les agences d'intérim
- 06-04-2023 Le premier plan wallon de lutte contre le racisme

### Emploi

- 07-02-2023 Les frais supplémentaires facturés par les entreprises de titres-services
- 28-03-2023 Les chiffres du chômage et du taux d'emploi
- 07-04-2023 Les frais supplémentaires exigés par les entreprises de titres-services
- 20-06-2023 Le projet "coup de boost"
- 20-06-2023 La mise en œuvre des projets "territoires zéro chômeur"

### Santé

- 29-09-2022 Le dépistage des cancers en Wallonie
- 07-02-2023 La cartographie des zones accidentogènes
- 07-03-2023 L'absentéisme croissant dans le secteur non-marchand
- 06-04-2023 La prévention contre la consommation des drogues et la prise en charge des personnes dépendantes
- 13-09-2022 La pénurie d'orthodontistes en Wallonie
- 20-09-2022 Le refus de nouveaux patients par les médecins généralistes
- 20-09-2022 La méconnaissance des infections sexuellement transmissibles et leur croissance
- 17-01-2023 La prise en charge des patients en santé mentale
- 31/08/2023 La prévention des cancers en Wallonie



## À ADRIEN DOLIMONT

Ministre des Finances, du Budget, des Aéroports et des Infrastructures sportives.

### Infrastructures sportives,

- 23-11-2022 Wallonie Ambitions Or

**Question à Philippe Henry**  
Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures



**Déploiement efficace des Bornes de Rechargement pour Véhicules Électriques en Wallonie**

1. Dispose-t-il d'un cadastre des bornes de recharge électrique actuellement fonctionnelles en Wallonie ?
2. Comment se déroule l'installation des bornes ?
3. Est-ce que des prestataires externes sont impliqués ?
4. Qu'en est-il de la possibilité d'instaurer un contrat-cadre pour cette installation afin d'être plus efficaces ?

**FATIMA AHALLOUCH**  
Cheffe de groupe PS Mouscron, Députée, Sénatrice



www.fatimahalouch.be

**Maxime Daye, président de l'Union des villes et communes de Wallonie, s'est récemment exprimé en regrettant le manque de coordination de notre Région dans le déploiement des bornes de recharge. Sans remettre en cause l'objectif poursuivi par la Région wallonne, il s'inquiète du manque de bornes aujourd'hui fonctionnelles à l'heure où certains employeurs imposent la voiture électrique aux travailleurs.**

- Comment Monsieur le Ministre accueille-t-il ces déclarations ?
- Dispose-t-il d'un cadastre des bornes de recharge électrique actuellement fonctionnelles en Wallonie ?
- Comment se déroule l'installation des bornes ?
- Est-ce que des prestataires externes sont impliqués ?
- Qu'en est-il de la possibilité d'instaurer un contrat-cadre pour cette installation afin d'être plus efficaces ?

La popularité des voitures électriques en Belgique est en croissance, avec une augmentation de 72 % des véhicules en circulation au cours des trois dernières années. Pourtant, le déploiement des bornes de recharge reste un défi. L'idée d'un contrat-cadre, similaire à ceux mis en place à Bruxelles et en Flandre, pourrait être une solution pour faciliter l'installation des bornes par des entreprises spécialisées. Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures, Philippe Henry, soutient cette idée, affirmant que le déploiement doit se faire en minimisant l'effort des communes.

*Je partage les déclarations de Monsieur Maxime Daye. Un déploiement de bornes de rechargement doit être effectué en minimisant l'effort réalisé par les communes. Le projet du déploiement des bornes de rechargement sur le domaine public est d'ailleurs aligné avec cette déclaration. En effet, dans ce processus, la seule contribution des communes est la décision du lieu où vont se développer les bornes de rechargement. L'installation, la maintenance, et même le lancement des marchés ne seront pas à la charge des communes. Le lancement des marchés se fera via les ADT et l'installation et l'exploitation des bornes seront à charge des opérateurs. Grâce à ce projet, les communes vont pouvoir expérimenter l'installation et l'exploitation de bornes de rechargement via un marché de concession. J'espère que ces premiers marchés vont permettre aux communes de se familiariser avec ce type de marché et, par la même occasion, d'engendrer des marchés de concession supplémentaires*





## À CÉLINE TELLIER

Ministre de l'Environnement,  
de la Nature, de la Forêt, de la  
Ruralité et du Bien-Être animal



### Environnement

- 13-09-2022 L'obligation flamande d'installer des citernes à eau de pluie.
- 20-09-2022 Les critiques de la Commission européenne à la Belgique en matière d'environnement.
- 20-09-2022 L'exposition aux PFAS et ses effets sur la santé en Wallonie
- 26-09-2022 La gestion des dépôts de mazout à des fins de chauffage [
- 28-09-2022 La lutte contre les pesticides en Wallonie
- 28-10-2022 Plainte citoyenne pour dénoncer la mauvaise qualité de l'air
- 08-11-2022 Conséquences en Wallonie du durcissement européen concernant les PO
- 08-11-2022 L'étude du Bureau fédéral du Plan concernant l'empreinte carbone de la Wallonie
- 25-11-2022 L'exposition des habitants transfrontaliers aux normes d'émission de la 5G française
- 25-11-2022 La communication de Madame la Ministre concernant le coût-vérité en matière de déchet
- 12-12-2022 L'utilisation de pesticides à base de cyperméthrine
- 16-12-2022 Le permis pour l'usine de recyclage de plomb à Ghlin
- 11-01-2023 Ordonnance verte pour les femmes enceintes
- 31-01-2023 La pollution de l'Escaut par Tereos
- 27-03-2023 Les lotissements alimentés, à titre principal, par de l'eau de pluie potable
- 19-04-2023 La hausse des coûts de gestion des déchets
- 19-07-2023 Le recyclage des véhicules hors d'usage
- 29/08/2023 La lutte contre le gaspillage alimentaire
- 29/08/2023 Le plan d'action national
- 30/08/2023 La lutte contre la pollution de l'air
- 20-09-2022 Les critiques de la Commission européenne à la Belgique en matière d'environnement
- 20-09-2022 L'exposition aux PFAS et ses effets sur la santé en Wallonie
- 08-11-2022 Conséquences en Wallonie du durcissement européen concernant les POP
- 08-11-2022 L'étude du Bureau fédéral du Plan concernant l'empreinte carbone de la Wallonie
- 17-01-2023 Les avancées concernant les nuisances sonores liées à la pratique du padel
- 17-01-2023 le suivi de la présence d'amiante dans l'eau de consommation
- 07-03-2023 L'exposition des habitants transfrontaliers aux émissions liées à des antennes 5G en France
- 07-03-2023 L'ordonnance verte pour les femmes enceintes
- 09-11-2022 La communication envers les communes concernant le non-respect du taux de couverture du coût vérité pour 2023 et 2024

## PROJET DE DÉCRET

- 13-06-2023 Projet de décret création places d'accueil de la petite enfance
- 21-12-2022 Projet de décret relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales
- 21-12-2022 Projet de décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif au paiement des prestations familiales
- 21-12-2022 Projet de décret relatif à la levée du secret professionnel en cas de signalement d'informations sur une irrégularité.
- 29-06-23 Projet de décret texte adopté places d'accueil en crèche

## ADOPTION DE DÉCRET

- 17-04-2023 adoption Décret modifiant le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales



### 1. QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT



**À CAROLINE DÉSIR**  
Ministre de l'éducation

- 01-09-22 Cyberharcèlement
- 15-09-22 États généraux de l'immersion linguistique
- 30-09-22 Repas chauds dans les écoles
- 11-10-22 Appel d'associations pour la mise en oeuvre de la gratuité scolaire
- 19-12-22 Pénurie de professeurs de langue moderne
- 19-12-22 Indicateurs 2022 tendance du redoublement
- 19-12-22 Utilisation d'internet en Belgique
- 18.21-12-22 École spécialisée, Gestion de l'extra et l'après scolaire
- 08-02-23 Réaction de certains syndicats
- 13-02-23 Le plan de lutte contre le harcèlement scolaire
- 29-03-23 La nécessité d'intégrer la notion d'inclusivité dans l'aménagement des espaces scolaires
- 30-03-23 L'enseignement qualifiant
- 30-03-23 L'intégration des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire
- 04-04-2023 succès des pédagogies actives
- 15-05-2023 Climat solaire
- 15-05-2023 Modification dans la mise en place des réformes du pacte
- 15-05-2023 Les voyages scolaires des écoles spécialisées
- 27-06-2023 Sensibilisation au dérèglement climatique dans les écoles.
- 27-06-2023 Les cours de natation à l'école
- 04-07-2023 Semaine de quatre jours
- 04-07-2023 Épreuves certificatives externes et aménagements raisonnables
- 12.07.2023 Modalité de fin d'année scolaire et fermeture internats
- 12-07-2023 Accroissement du nombre d'exclusions en période de fin d'année





### À VALÉRIE GLATIGNY

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de la Recherche scientifique de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles.



- 08-09-22 Mise en place d'encadrement des baptêmes estudiantins
- 14-09-22 Renforcement de l'accompagnement des étudiants primo arrivants
- 17-10-22 MENA dans la rue
- 18-10-22 formation initiale enseignants TIC
- 18-10-22 Formation initiale enseignants autisme
- 18-10-22 L'enseignement supérieur pour les élèves à besoins spécifiques
- 17-11-2022 dixième anniversaire e campus
- 20-12-22 Test d'orientation dans le supérieur
- 11-01-23 Utilisation de l'intelligence artificielle dans l'enseignement supérieur
- 24-01-23 Lutte contre les violences sexuelles et le harcèlement
- 25-01-23 L'extrême droite séduit nos jeunes
- 07-02-23 Enseignement d'une Matière par intégration d'une Langue Étrangère
- 10-02-23 le dispositif prévu dans le cas d'une prise d'otage dans un établissement de l'enseignement supérieur
- 01-03-23 Stage ADEPS: tir à l'arc sur des cibles représentant des animaux»
- 06.03.23 Cybersécurité
- 06.03.23 étudiants infirmières
- 07-03-23 Violences conjugales, accompagnement des victimes
- 08-03-2023 Mal-être des étudiants infirmiers
- 21-03-23 Carte blanche des commissions de coordination de l'aide aux enfants victime de maltraitance de la province du Hainaut
- 21-03-23 Le fermeture de l'école communale de couture de Tournai
- 29-03-23 Cybersécurité
- 29-03-23 encadrement des financements privés de la recherche
- 19-05-2023 Aide à la jeunesse : placement hospitalier faute de mieux
- 02-06-2023 Jeune en errance à Tournai.
- 06-06-2023 Placement hospitalier faute de mieux
- 04-07-2023 Faux professeurs de natation
- 12-07-2023 Grève SAJ-SPJ

# Décret pour lutter contre le harcèlement et le cyber-harcèlement scolaires



**Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a récemment adopté un décret visant à renforcer la prévention et la lutte contre le harcèlement et le cyberharcèlement scolaires. Cette mesure ambitieuse vise à créer un environnement scolaire plus sain et sécurisant pour les élèves, en instaurant des programmes-cadres spécifiques et en soutenant les écoles participantes.**

POUR TOUT SAVOIR SUR LE DÉCRET



Le décret met en place un programme-cadre sur 5 ans pour lutter contre le harcèlement et le cyberharcèlement dans les écoles. Celles-ci doivent d'abord réaliser un diagnostic participatif pour évaluer l'ampleur du problème. Ensuite, elles élaborent un plan d'action pour le prévenir et le gérer, avec l'aide d'un délégué dédié au climat scolaire.

Les écoles bénéficient d'un soutien financier et d'une période supplémentaire pour désigner ce délégué. L'équipe éducative suit une formation continue interréseaux sur ces sujets.

Le décret institue une commission d'agrément et de sélection pour garantir une mise en œuvre efficace.

Enfin, il crée un Observatoire du climat scolaire chargé du pilotage, de la veille et de l'évaluation de cette politique.

Ce décret marque une étape clé dans la lutte contre le harcèlement scolaire, en soutenant concrètement les écoles.



Bureau de la députée: 12, rue du Val - 7700 Mouscron - +32 (0) 486/94.08.14 - [contact@fatimaahallouch.be](mailto:contact@fatimaahallouch.be)



### À BÉNÉDICTE LINARD

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

- 14-09-22 Apport nutritionnel purées pour bébé
- 27-10-22 Visite musée sur prescription médicale
- 27-10-22 Empreinte éco méga festivals
- 24-10-22 enfants influenceurs
- 16-11-22 Cri d'alarme de milieux d'accueil face à la hausse des coûts
- 29-11-22 Droit des femmes metoo politique
- 24-01-23 Traitement journalistique des féminicides
- 07-03-23 Visite musée sur prescription médicale
- 03-04-23 Les violences gynécologiques et obstétricales dans le milieu médical
- 05-04-23 Les violences conjugales
- 26-04-23 «Droit à l'image et déontologie journalistique»
- 21-06-2023 Prévention des assuétudes dans les écoles
- 27-06-2023 Décès enfants bas âge
- 27-06-2023 Etat des lieux des places en crèches
- 18-07-2023 Crèches agir en cohérence
- 19-07-2023 Fonds série
- 19-07-2023 Violences gynécologiques et obstétricales





**Cette année, c'est avec l'école communale de Luigne, que je participe au projet « Parlement des enfants ».**



**"J'ai rencontré les élèves en classe, puis nous avons passé une journée au Parlement"**



**"Me voilà donc marraine de 19 enfants du jour au lendemain, je vous avouerai que ça fait quelque chose."**



Le parlement des enfants est une initiative du Parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles qui propose aux élèves de 6ème primaire une activité d'apprentissage à la démocratie et au fonctionnement de nos institutions.

Les élèves sont amenés à visiter le parlement avec leur parrain/marraine et rédiger en classe une proposition de décret.

Cette année le thème est « Jeunes citoyens du monde ». L'ensemble des propositions déposées seront publiées sur le site Internet du parlement des enfants et un vote en ligne est prévu pour récompenser six classes.

Pour sûr, cette journée restera gravée comme un beau souvenir pour tout le monde. Maintenant, il reste aux enfants à rédiger la proposition de décret. Allez, il n'y a « plus qu'à ».

## L'école communale de Luïngne remporte un prix au parlement des enfants pour son engagement citoyen



La 8ème Session du parlement des enfants a récompensé six écoles pour leur engagement citoyen et leur contribution à la construction d'un avenir meilleur pour tous.

Parmi les lauréats, l'école communale de Luïngne a été distinguée pour sa proposition de décret sur le thème "Jeunes citoyens du monde".

Les élèves et les enseignants de l'école ont organisé des moments de discussion pour aboutir à une proposition de décret. Cette dernière, que je parrainais, a été retenue parmi les meilleures.

Outre l'école de Luïngne, cinq autres établissements ont également été primés : l'école Saint-Louis de Huy, l'école fondamentale communale de Brûly, l'école communale de Quenast, l'école du Vignoble à Forest et l'école communale d'Ochamps.





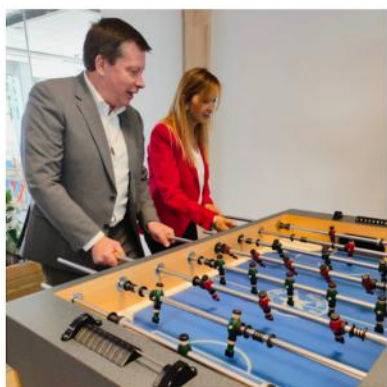


### À FRÉDÉRIC DAERDEN

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement



- 24-10-22 santé mentale des jeunes centres CPMS
- 21-12-22 Plan interfédéral contre le racisme
- 07-03-23 la nécessité d'intégrer la notion d'inclusivité dans l'aménagement des espaces scolaires
- 05/09/2023 coût de l'équipement numérique pour les familles



### À PIERRE-YVES JEHOLET

Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- 04-04-23 Situation d'Olivier Vandecasteele
- 16-04-23 Évolution inquiétante de la situation en Iran

**Dans le train du retour du parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles où se tenait la dernière plénière avant les vacances. Une séance dense et la satisfaction du travail accompli.**



# PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



**C. SÉNAT**





### Question écrite n° 7-1840 du 9 janvier 2023

au premier ministre concernant la détention de Monsieur Olivier Vandecasteele en Iran. La question porte sur les charges retenues contre lui, sa situation sanitaire et son état de santé, les améliorations possibles de ses conditions de détention, les actions menées pour sa libération, les options disponibles pour obtenir sa libération, le soutien des instances européennes et le soutien à sa famille.

### Question écrite n° 7-1739 du 16 septembre 2022

à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

La question porte sur les refus de visas étudiants en Belgique, en particulier pour les demandeurs en provenance du Cameroun et du Maroc. L'ombudsman fédéral a souligné que la durée d'examen des demandes était trop longue et que les refus basés sur le manque de crédibilité du trajet d'études étaient insuffisamment motivés.



### Question écrite n° 7-1843 du 9 janvier 2023

au vice-premier ministre et ministre de l'Economie et du Travail sur l'exclusion de citoyens des services bancaires en Belgique, en lien avec l'initiative Batopin et l'Autorité belge de la concurrence.

La question comprend quatre points principaux : la teneur de l'avis de l'Autorité belge de la concurrence, les mesures législatives envisagées en cas d'échec des négociations avec le consortium Batopin, l'évaluation du service bancaire universel et la promotion de ce service, et enfin la communication des banques concernant ce service.

1) La secrétaire d'État confirme les chiffres des refus de visas étudiants en 2021, mais précise que l'Office des étrangers ne tient pas de statistiques par motif de refus. La motivation du refus est liée au non-respect des conditions d'octroi de l'autorisation de séjour pour des études dans l'enseignement supérieur reconnu.

2) La secrétaire d'État conteste l'idée que les décisions concernant les visas étudiants prennent un semestre. Elle affirme que les demandes pour l'année scolaire 2022-2023 ont été traitées dans le délai légal maximal de 90 jours. Les demandes des étudiants inscrits dans des écoles reconnues ont été traitées en moins de deux mois.

3) La secrétaire d'État explique que le nombre élevé de demandes en provenance du Cameroun et dans une moindre mesure du Maroc peut s'expliquer par le fait que les gens voient ces pays comme une voie de migration simple, sans remplir les conditions légales pour un visa étudiant.

4) La secrétaire d'État souligne que la Belgique délivre chaque année des milliers de visas étudiants à des jeunes qui remplissent les conditions légales.

En conclusion, la secrétaire d'État continue de travailler sur des canaux de migration légale transparents et efficaces, en appliquant pleinement la nouvelle législation sur le séjour étudiant. Cependant, elle rappelle que les décisions de refus sont fondées sur les motifs légaux de refus.

### Question écrite n° 7-1831 du 30 novembre 2022

à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

La question concerne le manque de places d'accueil pour les demandeurs de protection internationale (DPI) en Belgique, ainsi que les conditions d'hygiène et médicales pour ceux qui sont laissés à la porte. La députée demande combien de DPI ont été refusés par Fedasil au cours de l'année passée, quelles mesures sont prises pour améliorer les conditions d'hygiène et médicales, et quel type de mise à l'abri est proposé en urgence. Elle demande également quelles mesures de sortie du réseau d'accueil sont prévues, en plus de la mise à la porte des personnes avec un contrat à durée déterminée (CDD).-



---

Question écrite n° 7-1722 du 15 juillet 2022 de Fatima Ahallouch (PS) au vice-premier ministre et ministre de l'Economie et du Travail :

La députée souligne l'augmentation du taux d'absentéisme en entreprise et du nombre de personnes en incapacité de travail pour burn-out. Elle mentionne les chiffres donnés par Xavier Brenez, directeur général des Mutualités Libres, qui indiquent une explosion des diagnostics de burn-out de 66 % pour l'ensemble des secteurs du travail. Elle interroge le ministre sur la confirmation de ces chiffres, les chiffres par région, les raisons de cette augmentation, les mesures mises en place pour agir sur la prévention et la réintégration des personnes touchées, et son opinion sur les solutions telles que les incitants financiers et les sanctions proposées par M. Brenez. Elle demande également si d'autres solutions sont concertées sur le sujet.

Réponse reçue le 26 octobre 2022 :

Le ministre reconnaît la préoccupation suscitée par cette augmentation du nombre de personnes en incapacité de travail pour burn-out. Il indique que les raisons de cette augmentation sont diverses et souvent multifactorielles, et que les études et analyses en cours permettront d'apporter une explication complète à ce phénomène. Il précise qu'il n'y a pas de chiffres par région disponibles à ce stade.

Le ministre souligne que cette augmentation est en partie due à la crise sanitaire, qui a eu un impact non seulement dans le secteur des soins, mais aussi dans d'autres secteurs. Il rappelle que le nombre de burn-out et de troubles mentaux était déjà en augmentation avant la crise, et que cette augmentation est le signe de changements importants dans le monde du travail.

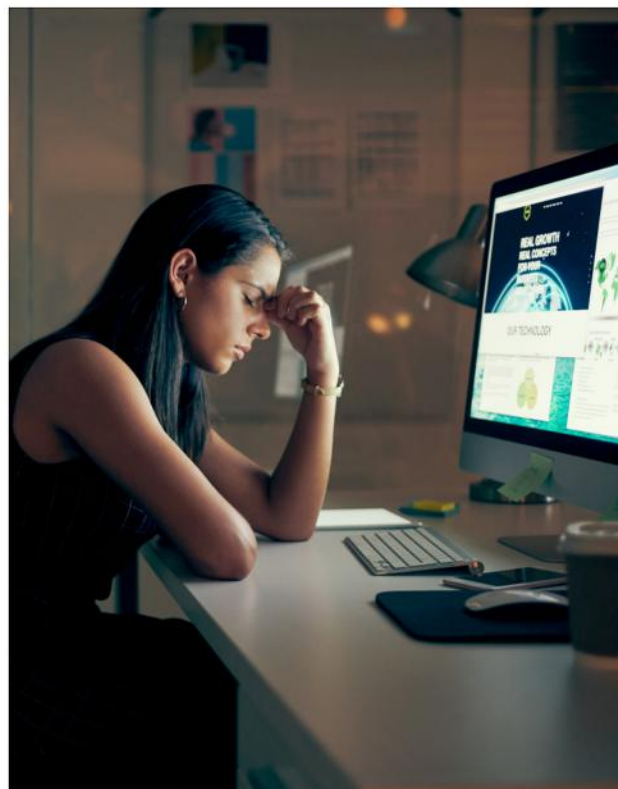
Le ministre mentionne qu'un plan d'action fédéral pour la résilience mentale au travail a été lancé en 2021, en collaboration avec d'autres ministres. Une campagne de sensibilisation et d'information a été menée, et des projets sectoriels de prévention primaire des risques psychosociaux liés au travail ont été sélectionnés et seront subventionnés. Le ministre souligne également les obligations déjà existantes en matière de prévention des problèmes psychosociaux liés au travail, ainsi que les possibilités de réintégration des travailleurs en incapacité de travail.

Le ministre ne se prononce pas directement sur les solutions proposées par M. Brenez, mais souligne l'importance d'une approche sectorielle et de mesures de prévention supplémentaires visant à améliorer le bien-être psychosocial.

En conclusion, le ministre reconnaît l'importance de la situation et les efforts déjà entrepris pour agir sur la prévention et la réintégration des personnes touchées par le burn-out, tout en soulignant la nécessité de poursuivre ces actions et d'approfondir les analyses en cours.

**Question écrite n° 7-1722 du 15 juillet 2022**  
au vice-premier ministre et ministre de  
l'Economie et du Travail :

La députée souligne l'augmentation du taux d'absentéisme en entreprise et du nombre de personnes en incapacité de travail pour burn-out. Elle mentionne les chiffres donnés par Xavier Brenez, directeur général des Mutualités Libres, qui indiquent une explosion des diagnostics de burn-out de 66 % pour l'ensemble des secteurs du travail. Elle interroge le ministre sur la confirmation de ces chiffres, les chiffres par région, les raisons de cette augmentation, les mesures mises en place pour agir sur la prévention et la réintégration des personnes touchées, et son opinion sur les solutions telles que les incitants financiers et les sanctions proposées par M. Brenez. Elle demande également si d'autres solutions sont concertées sur le sujet.



**Réponse reçue le 26 octobre 2022 :**

Le ministre reconnaît la préoccupation suscitée par cette augmentation du nombre de personnes en incapacité de travail pour burn-out. Il indique que les raisons de cette augmentation sont diverses et souvent multifactorielles, et que les études et analyses en cours permettront d'apporter une explication complète à ce phénomène. Il précise qu'il n'y a pas de chiffres par région disponibles à ce stade.

Le ministre souligne que cette augmentation est en partie due à la crise sanitaire, qui a eu un impact non seulement dans le secteur des soins, mais aussi dans d'autres secteurs. Il rappelle que le nombre de burn-out et de troubles mentaux était déjà en augmentation avant la crise, et que cette augmentation est le signe de changements importants dans le monde du travail.

Le ministre mentionne qu'un plan d'action fédéral pour la résilience mentale au travail a été lancé en 2021, en collaboration avec d'autres ministres. Une campagne de sensibilisation et d'information a été menée, et des projets sectoriels de prévention primaire des risques psychosociaux liés au travail ont été sélectionnés et seront subventionnés. Le ministre souligne également les obligations déjà existantes en matière de prévention des problèmes psychosociaux liés au travail, ainsi que les possibilités de réintégration des travailleurs en incapacité de travail.

Le ministre ne se prononce pas directement sur les solutions proposées par M. Brenez, mais souligne l'importance d'une approche sectorielle et de mesures de prévention supplémentaires visant à améliorer le bien-être psychosocial.

En conclusion, le ministre reconnaît l'importance de la situation et les efforts déjà entrepris pour agir sur la prévention et la réintégration des personnes touchées par le burn-out, tout en soulignant la nécessité de poursuivre ces actions et d'approfondir les analyses en cours.

### **Question écrite n° 7-1769 du 29 septembre 2022**

à la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal concernant les risques des PFAS pour l'être humain, les actions de prévention et les critères d'utilisation essentielle.

**Réponse reçue le 26 octobre 2022 :** La ministre renvoie aux ministres régionaux et fédéraux compétents pour les questions relatives à la qualité des eaux et à la sécurité alimentaire. Elle mentionne cependant plusieurs actions fédérales en cours pour s'attaquer au problème de pollution par les PFAS, notamment la suppression progressive des PFAS dans le cadre du règlement REACH et de la Convention internationale de Stockholm, la participation aux processus de restriction des PFAS au niveau européen, la recherche d'alternatives sûres dans le cadre du plan "Belgian Builds Back Circular", et des études sur l'utilisation des PFAS dans l'industrie du textile ménager. Elle précise également que les critères d'utilisation essentielle sont en cours de développement par la Commission européenne et seront intégrés dans la législation ultérieurement. La Belgique participera activement au processus de restriction des PFAS et défendra sa position ambitieuse. La ministre souligne enfin la coopération et l'échange d'informations entre les autorités belges et avec les instances européennes et internationales.

### **Question écrite n° 7-1768 du 29 septembre 2022**

au vice-premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

La question concerne les risques pour l'être humain liés aux PFAS, substances per- et polyfluoroalkylées, ainsi que les mesures de prévention et de restrictions pour éviter leur contamination. Elle soulève également la question de la concertation avec les entités fédérées.



---

### **Question écrite n° 7-1674 du 11 juillet 2022**

à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris :

La députée interroge la ministre sur le retard dans l'octroi des cartes de stationnement pour les personnes en situation de handicap. Elle souligne que certaines personnes attendent depuis plus d'un an et que l'arriéré de dossiers s'accumule. La députée demande des chiffres actualisés, les raisons de ce retard et les solutions proposées pour résoudre ce problème.

### **Réponse reçue le 22 septembre 2022 :**

La ministre confirme les chiffres et le retard dans le traitement des demandes de cartes de stationnement. En juin 2022, il y avait 20 918 demandes en attente, dont 7 106 avaient plus de trois mois. Le délai moyen de traitement est de 2,94 mois. Les retards sont dus à un manque de personnel médical pour évaluer les handicaps. La ministre annonce des projets visant à améliorer les délais de traitement et à garantir des services plus rapides et de meilleure qualité. Elle précise également les procédures accélérées pour l'octroi des cartes de stationnement et les possibilités de prolonger la validité des cartes périmées.

**Question écrite n° 7-1676 du 11 juillet 2022**

à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris, concernant le retard dans la gestion des dossiers d'octroi des allocations aux personnes handicapées. La question porte sur les chiffres, les raisons du retard, les personnes affectées, le temps nécessaire pour rattraper le retard, les mesures prises et les solutions concrètes pour les personnes concernées.

**Réponse reçue le 22 septembre 2022 :** La ministre reconnaît le retard dans la gestion des dossiers, qui est principalement dû à une pénurie de médecins dans les équipes régionales. Au mois de juin 2022, il y avait 22 310 dossiers en attente depuis plus de six mois. La ministre estime que le délai moyen de traitement devrait être inférieur à six mois d'ici la fin de l'année 2022. Les personnes concernées peuvent vérifier l'état d'avancement de leur dossier sur le portail My Handicap et recevront une notification détaillée après la décision sur leur droit. Les personnes ayant peu de moyens d'existence peuvent demander une avance remboursable au CPAS pour assurer un revenu pendant l'examen de leur dossier. La ministre assure veiller à ce que les droits de chaque citoyen soient connus et assurés.

**Question écrite n° 7-1533 du 30 mars 2022**

à la ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris concernant l'accueil des réfugiés ukrainiens en Wallonie picarde. Les CPAS de la région souhaitent savoir si un financement spécifique sera prévu, si un plan d'urgence sera déclenché, quelles réponses seront apportées aux questions de financement des CPAS, si une aide financière sera prévue pour les Belges qui mettent leur logement à disposition des réfugiés, jusqu'à quand l'accueil chez des particuliers peut être envisagé, et si les réfugiés ukrainiens seront transférés dans des initiatives locales d'accueil sous la responsabilité des CPAS en partenariat avec Fedasil.

**Réponse reçue le 13 septembre 2022 :** Le gouvernement a prévu un taux majoré du revenu d'intégration sociale pour les Ukrainiens dans le besoin. Les CPAS pourront utiliser ces moyens pour couvrir les frais de personnel, l'accompagnement des réfugiés ukrainiens et l'aide sociale complémentaire. Le plan d'urgence n'a pas été déclenché et les réfugiés ukrainiens ne sont pas éligibles aux dispositifs prévus par la loi sur l'accueil. Les autres questions concernant l'accueil doivent être adressées à la secrétaire d'État compétente.

**Question écrite n° 7-1740 du 16 septembre 2022**

à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

La question concerne la situation chaotique au Centre d'arrivée du Petit Château, où des demandeurs d'asile font la file en pleine nuit dans des conditions précaires. Fatima Ahallouch demande des mesures pour améliorer les conditions d'accueil, d'hygiène et médicales, ainsi que des solutions pour résoudre la crise d'accueil. Elle interroge également sur la séparation de l'Office des étrangers de Fedasil et le déménagement du centre d'arrivée.

**Question écrite n° 7-1767 du 29 septembre 2022**

à la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal

Dans son dernier rapport sur la mise en œuvre de la législation européenne en matière d'environnement, la Commission européenne met en évidence les retards accumulés par la Belgique dans plusieurs domaines sensibles tels que la biodiversité, la protection des habitats et la qualité de l'eau.

La Commission souligne également l'utilisation préoccupante de l'ammoniac dans l'agriculture et regrette la lenteur de la mise aux normes des agglomérations en matière de traitement des eaux urbaines résiduaires. La députée demande à la ministre :

- 1) Que répondez-vous aux préoccupations de la Commission européenne ?**
- 2) Dans quel délai votre administration est-elle amenée à modifier la législation ?**
- 3) Notre pays ne se donne pas les moyens. Cela sera-t-il modifié dans les budgets à venir?**
- 4) La Commission pointant énormément de déficits environnementaux en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie, comptez-vous discuter de ce rapport avec vos collègues des entités fédérées afin de prendre rapidement des mesures transversales environnementales adéquates?**



**Réponse reçue le 26 octobre 2022 :**

La ministre indique que la plupart des politiques environnementales mentionnées dans la question relèvent des compétences régionales ou du ministre de la Mer du Nord. Cependant, le gouvernement fédéral dispose de leviers pour contribuer à ces politiques, notamment en matière de consommation et production respectueuse de la biodiversité ou d'autorisation de produits chimiques spécifiques. La ministre invite donc la députée à poser les questions 1) et 2) à ses collègues régionaux.

Au niveau fédéral, des budgets sont alloués au climat, à la biodiversité, à la finance verte et à d'autres priorités identifiées, conformément à l'accord du gouvernement et à la note de politique générale de la ministre.

La Belgique dispose d'un organe de coordination de la politique internationale de l'environnement qui permet d'accéder à un réseau d'experts. Les recommandations de l'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale seront discutées dans les groupes ad hoc du Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement, qui formuleront des propositions à la Conférence des ministres de l'Environnement.

La ministre souligne également la nécessité de mesures transversales adéquates et de la coopération entre les ministres de l'environnement et leurs collègues responsables d'autres politiques, conformément aux accords de gouvernement du fédéral et des entités fédérées.



### Question écrite n° 7-1834

du 12 décembre 2022 au ministre de la Justice

**La question** concerne les conditions de détention en Belgique, notamment l'isolement à titre de sanction pour les détenus atteints de troubles mentaux, l'amélioration des services de santé en prison, la réforme éventuelle de la détention préventive et l'absence d'activités pour les détenus.



### Réponse du 20 février 2023 :

- 1) Le ministre s'engage à mettre fin à l'isolement à titre de sanction pour les détenus atteints de troubles mentaux.
- 2) Des mesures sont prévues pour améliorer les services de santé en prison, notamment en augmentant les effectifs médicaux et en renforçant la coordination entre les services de santé en prison et ceux de l'extérieur.
- 3) Le ministre est favorable à une réforme de la détention préventive afin de réduire la surpopulation carcérale, mais des discussions supplémentaires sont nécessaires pour déterminer les mesures concrètes à prendre.
- 4) Le ministre reconnaît le manque d'activités pour les détenus et propose d'augmenter l'offre d'activités en prison, en favorisant notamment les partenariats avec des acteurs externes.

### Question écrite n° 7-1841

concernant la détention de Monsieur Olivier Vandecasteele en Iran.

### Question écrite n° 7-1844 du 9 janvier 2023

à la secrétaire d'État au Budget et à la Protection des consommateurs, concernant l'exclusion de citoyens des services bancaires en Belgique.

L'association Financité a publié un rapport sur l'augmentation du nombre de Belges exclus des services bancaires en raison de la fermeture d'agences et de distributeurs automatiques de billets. L'initiative Batopin, qui vise à réduire le nombre de distributeurs automatiques de billets, est également critiquée.

### Réponse reçue le 8 février 2023 :

Le ministre de l'Économie est compétent en matière de droit de la concurrence. Aucun détail supplémentaire n'est donné sur les mesures législatives envisagées concernant l'initiative Batopin. Le respect de la charte sur le service bancaire universel est contrôlé par l'Inspection économique, qui surveille également la communication des banques sur ce service.



### Question écrite n° 7-1842

du 9 janvier 2023, posée par Fatima Ahallouch (PS) à la ministre des Affaires étrangères concernant la détention de Monsieur Olivier Vandecasteele en Iran.

La question porte sur les charges retenues contre lui, sa situation sanitaire et son état de santé, les améliorations possibles de ses conditions de détention, les actions menées pour obtenir sa libération, les options disponibles pour le gouvernement belge, le soutien des instances européennes et le soutien à sa famille.



Réponse donnée le 8 février 2023 par la ministre des Affaires étrangères,

La ministre explique qu'elle est en contact avec les institutions européennes qui soutiennent la Belgique dans ses demandes de libération et d'amélioration des conditions de détention d'Olivier Vandecasteele. Elle indique que l'Iran n'a pas officiellement notifié les charges retenues contre lui, mais qu'il a été évoqué des accusations d'espionnage. Elle mentionne que des améliorations sont recherchées pour ses conditions de détention, notamment en termes de contacts avec sa famille, de régime alimentaire, de sortie d'isolement et d'accès aux soins et à ses avocats. Elle souligne que le gouvernement soutient la famille Vandecasteele et travaille activement pour obtenir la libération d'Olivier Vandecasteele.

**Question écrite n° 7-1995** du 28 avril 2023 à la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique

Questions concernant le traitement des demandes d'asile en Belgique. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides est dépassé par le nombre croissant de demandes, ce qui ralentit le traitement des dossiers. Nombre de demandes d'asile avant et après l'embauche de 130 nouveaux employés au Commissariat général, ainsi que le nombre de personnes en attente d'une réponse qui ont été accueillies par Fedasil. Manque de renforcement du personnel de Fedasil malgré les chiffres élevés et la part importante de contrats précaires. Actions sont prévues pour améliorer cette situation et stabiliser les équipes.



### Question écrite n° 7-1845

du 9 janvier 2023 de Fatima Ahallouch (PS) à la ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal, concernant les pesticides interdits en Belgique et leur exportation.

La question porte sur la confirmation des chiffres rapportés par La Libre Belgique concernant la Belgique en tant que premier exportateur de pesticides interdits, les pays vers lesquels ces pesticides ont été exportés, l'explication de l'augmentation de ces exportations, la situation en France concernant l'interdiction de production et d'exportation de ces produits, et la justification de ces exportations au consommateur européen.



### Réponse reçue le 7 février 2023

La Belgique fait partie des pays européens qui exportent le plus de pesticides interdits d'usage dans l'Union européenne.

Cette situation est dénoncée comme un paradoxe et une hypocrisie européenne, entraînant une concurrence déloyale et la présence de résidus de ces produits chimiques interdits dans des produits importés en UE. La Commission européenne a déclaré vouloir interdire l'exportation de ces produits, mais aucune proposition concrète n'a été faite.

La ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal a demandé à son administration de préparer un projet réglementaire pour interdire l'exportation de produits chimiques interdits au niveau de l'Union européenne.

Les substances acétochlore et carbendazime font partie de ce projet d'arrêté royal. Des exportations de ces substances ont été notifiées par des exportateurs basés en Belgique en 2020, 2021 et 2022.

Les informations concernant ces exportations sont accessibles au public sur le site web de l'Agence européenne des produits chimiques.

# VILLE DE MOUSCRON

# CONSEIL COMMUNAL



POUR LE CONSEIL DE POLICE DU 12-09-2022 (PS ET ECOLO)  
L'ENQUÊTE DE VOISINAGE

- 12-09-2022 LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE
- 12-09-2022 POINTS D'APPORT VOLONTAIRE
- 27-09-2022 LA RUE DE LA WALLONIE
- 30-09-2022 PARCELLE DE TERRAIN NON ENTRETENUE HERSEaux RUE DU CRÉTINIER
- 21-11-2022 EXTINCTION DES FEUX
- 21-11-2022 PARTICIPATION DE LA VILLE DE MOUSCRON CITOYEN ET ENGAGEMENT
- 02-12-2022 QUARTIER DES BLOMMES, VIDÉO SURVEILLANCE
- 02-12-2022 MANÈGE DE LA ROUGE CROIX
- 01-03-2023 SITUATION À LA ZONE DE SECOURS
- 24-04-2023 CLUB DE FOOTBALL MOUSCRON
- 24-04-2023 PANNE DU SERVICE E-GUICHET ET FRACTURE NUMÉRIQUE
- 24-04-2023 DIFFUSION DE L'ÉMISSION AU COMMISSARIAT ET DROIT À L'IMAGE
- 27-04-2023 VITESSE RUE DES ARCHERS
- 05-06-2023 PHOTOS D'IDENTITÉ, INFORMATION AUX CITOYENS
- 12-06-2023 L'ÉTAT DES VOIRIES COMMUNALES
- 12-06-2023 LA PROCÉDURE DE NOMINATION DES AGENTS
- 22-08-2023 NUISANCES SONORES PLAINE CHAMPS D'AVIATION
- 24-08-2023 TOURNIQUETS PARC LES ARTS
- 29-08-2023 ÉTAT DES TROTTOIRS

# MES TEMPS FORTS

## Visite du Ministre du Budget, des Finances et de la fonction publique.



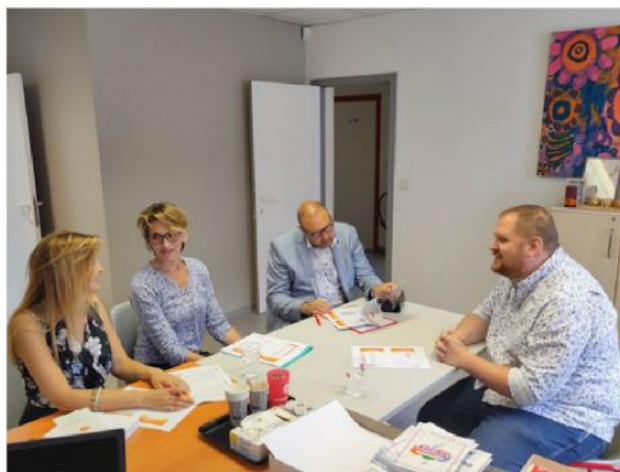
La venue du Ministre Frédéric Daerden à Mouscron a été pour moi l'illustration parfaite de l'utilité des visites de terrain et des moments d'échanges qu'elles permettent. Loin du cadre formel de leur cabinet, les ministres peuvent alors rencontrer directement les acteurs locaux et prendre la pleine mesure des réalités vécues sur le terrain.

C'était l'occasion rêvée pour moi de lui présenter les projets qui me tiennent à cœur pour Mouscron, de lui faire toucher du doigt les difficultés auxquelles notre territoire est confronté, de lui montrer concrètement les attentes et les besoins de la population mouscronnoise. Je pense à l'inauguration de l'internat autonome et au projet d'école des sports subsidié pour plus de 8 millions d'euros par le Ministre.

## Visite de Christophe Collignon, Ministre du logement et des pouvoirs locaux



Visite du Ministre du logement, Christophe Collignon, à Mouscron: agence immobilière sociale, visite de la cité fraternité et d'un logement PMR à la cité Gosseries. Le gouvernement wallon a investi de manière inédite dans le logement public durant cette législature.



Le Ministre a également rencontré un acteur de terrain de Wallonie picarde, l'Imstam. Il s'agit d'une intercommunale de santé et c'était l'occasion pour Julien Bauwens, président de l'intercommunale et colette Legrand, secrétaire-trésorière, de présenter le modèle au Ministre.

13.12.22

## ÉCHANGE ET RENCONTRE AVEC LA MINISTRE DE LA DÉFENSE



La Ministre de la Défense nous a fait le plaisir de venir à Mouscron. C'était l'occasion de nous présenter l'une de ses grandes priorités: les ressources humaines.

Elle prévoit la création de 10 000 nouveaux postes au cours de la législature, une augmentation de l'attractivité de la fonction militaire en améliorant les salaires et les conditions de travail, ainsi qu'une augmentation du nombre de civils au service de la Défense.



La ministre a également évoqué de nouvelles formes d'organisation du travail, comme le télétravail et l'ouverture de bureaux satellites.



Bureau de la députée: 12, rue du Val - 7700 Mouscron - +32 (0) 486/94.08.14 - [contact@fatimaahallouch.be](mailto:contact@fatimaahallouch.be)



## À VOTRE RENCONTRE, SUR LE TERRAIN...

**Sur le terrain pour soutenir nos camarades - Grève Nationale 15 décembre 2022**



# MAI

## MOBILISATION RÉUSSIE À BRUXELLES



J'ai défilé lors de cette manifestation rassemblant entre 15 000 et 25 000 personnes dans les rues de Bruxelles. Nous protestons contre le dumping social et les attaques portées au droit de grève, notamment chez Delhaize. J'ai crié haut et fort avec les travailleurs mon refus de ces dérives antisociales. Cette mobilisation historique a montré notre capacité à nous unir et à faire entendre notre voix pour défendre les droits des travailleurs et promouvoir une démocratie sociale forte.



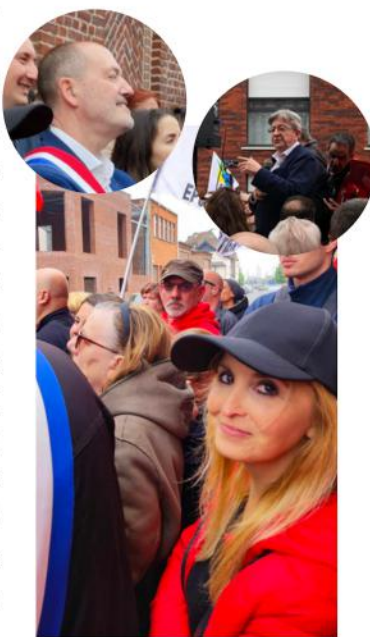
 [\[album photo\]](#)

## & CHEZ NOS VOISINS

### SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE VERTBAUDET



Militante pour la justice sociale, j'ai participé avec des représentants de la NUPES, comme le Député du Nord Roger Vicot, la première fédérale socialiste Sarah Keriche-Bernard ou Jean-Luc Mélenchon de la France Insoumise, à la manifestation de soutien aux grévistes de Vertbaudet le 22 mai à Tourcoing. J'ai exprimé mon appui à leurs revendications salariales légitimes après 9 semaines de grève, face aux intimidations de leur direction refusant de négocier.



 [\[vidéo\]](#)

Bureau de la députée: 12, rue du Val - 7700 Mouscron - +32 (0) 486/94.08.14 - [contact@fatimaahallouch.be](mailto:contact@fatimaahallouch.be)



# La Fraternelle : au revoir mais pas adieu !



La maison du peuple "La Fraternelle" a fermé ses portes.

C'est vraiment une page de l'histoire de Mouscron qui se tourne. Nous étions bien entendu présents auprès de Ludo, Jordan et toutes les personnes attachées à cet endroit emblématique.

Je ne peux m'empêcher de regarder en arrière et de me remémorer les moments que nous y avons vécus, comme beaucoup de Mouscronnois je pense...

Pour moi, La Fraternelle représentait la convivialité mais aussi plusieurs étapes importantes dans ma vie militante et politique. C'est là que j'ai donné ma première conférence de presse en tant que candidate aux élections fédérales en 2010. C'était notre QG pour les soirées électorales, le lieu de nombreuses heures de réunions...

Je reste convaincue qu'il est important de recréer une maison du peuple dans l'esprit d'autrefois : un lieu de rencontre, d'engagement citoyen et militant de gauche au cœur d'une ville ouvrière comme Mouscron. J'espère pouvoir réunir les bonnes volontés pour y parvenir.

Merci et bonne continuation à Ludovic Tocha et Jordan Bloups, je suis certaine que nos chemins se croiseront encore. Merci pour votre bonne humeur et votre gentillesse.



***Les maisons du peuple ont joué un rôle décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier, en lien avec le parti socialiste et le monde catholique. Elles ont été des lieux importants de politisation de la classe ouvrière.***

Bureau de la députée: 12, rue du Val - 7700 Mouscron - +32 (0) 486/94.08.14 - [contact@fatimaahallouch.be](mailto:contact@fatimaahallouch.be)

J'ai le plaisir de co-présider avec mon ami conseiller communal **Alain Leroy** la locale du PAC Mouscron.

Le PAC, ou Présence et Actions Culturelles, comme vous le savez, est une association d'éducation permanente qui organise chaque année des expositions, des débats, des conférences, des marches, **en partenariat avec de nombreux acteurs locaux**, comme le Centre Culturel Marius Staquet, qui nous accueille régulièrement, ou encore le MUSEF, la Bibliothèque, et d'autres ASBL comme Maux à Mots ou Samedi Solidaire.

Nous nous fixons pour mission d'aiguiser votre culture et votre esprit critique, de vous armer face aux Fakes News et de vous faire découvrir de nouveaux domaines de connaissance.



#### LA RÉFORME DU STATUT D'ARTISTE



Mais en quelques mots, nous avons organisé ou participé à l'organisation de :

- 6 Conférences. J'ai pu donner celle sur les **Fakes News**, **Jimmy Ababio** est venu nous parler d'**éthique et de véhicules électriques**, le **Ministre Dermagne** du **statut des artistes**, **Frédéric Crahay** de l'utilisation des **images de la Shoah**, **Serge Hustache** du **Sionisme Chrétien**, **Paul Magnette** de son livre "**La Vie Large**", et **Francesco Lo Bue** de la **place de l'homme dans l'univers**.
- 3 Expositions: celle de la **fondation Auschwitz** et celles sur l'**histoire des femmes dans le textile**.
- 3 Manifestations : un **repas solidaire**, une manifestation **contre l'extrême-droite** et une marche **contre les violences faites aux femmes**.

**Près de 1000 personnes** ont participé à nos activités et le programme 2023/2024 s'annonce tout aussi riche et débutera avec la venue de **Christine Mahy** pour une conférence sur le **statut de cohabitant** le **05 Octobre 2023 à 19h** au **Centre Marius Staquet!**

L'année culturelle 2022/2023 du PAC aura été particulièrement riche, aussi je vous propose de suivre ce QR Code pour un bilan plus détaillé.

